



HAL
open science

De la perception de la guerre en temps linéaire au relativisme stratégique

Edgardo Manero

► **To cite this version:**

Edgardo Manero. De la perception de la guerre en temps linéaire au relativisme stratégique: La conséquence logique d'un regard comparatif. Aspects: Revue d'études francophones sur l'État de droit et la démocratie, 2010, 4. hal-04283390

HAL Id: hal-04283390

<https://hal.science/hal-04283390>

Submitted on 13 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Prix public : 26,00 euros
(prix préférentiel AUF : 18 euros)

ISBN : 978-2-8130-0046-0



9 782813 000460

**AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE**


éditions des archives contemporaines

AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE

Les acteurs non étatiques

Revue ASPECTS 2010 - n° 4



ASPECTS

Revue d'études francophones sur l'État de droit et la démocratie

ISSN : 1961-5493

2010 - n° 4

Pages 1-206

Dossier

LES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Articles :

- Les « combattants illégaux » : ennemis du genre humain ? Contre-terrorisme en démocratie et malléabilité du droit
- La notion de « criminalisation » de l'ennemi dans la *Théorie du partisan* de Carl Schmitt
- La notion de « conflit armé interne » : problématique autour de l'objet et des sujets
- Conflits armés et États défaillants
- De la perception de la guerre en temps linéaire au relativisme stratégique. La conséquence logique d'un regard comparatif
- Genre et conflit. Femmes victimes, femmes actrices
- Le droit international face au recrutement d'enfants dans les conflits armés
- Voir ou ne pas voir la guerre : le cas colombien
- La place des ONG dans la mécanique décisionnelle préparant et orientant l'utilisation de la force armée en RDC et au Tchad-RCA

Auteurs :

- Julie Saada
- Marie Goupy
- Laurent Sermet
- Rut Diamint
- Edgardo Manero
- Marguerite Rollinde
- Sabrina Meddour
- Carolina Vergel Tovar
- Delphine Loupsans


éditions des archives contemporaines

**AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE**

SOMMAIRE

OUVERTURE **1**

ÉDITORIAL **7**

I. BOULEVERSEMENTS CATÉGORIELS

Les « combattants illégaux » : ennemis du genre humain ?
Contre-terrorisme en démocratie et malléabilité du droit

Julie Saada **15**

La notion de « criminalisation » de l'ennemi
dans la *Théorie du partisan* de Carl Schmitt

Marie Goupy **35**

La notion de « conflit armé interne » :
problématique autour de l'objet et des sujets

Laurent Sermet **51**

II. ACTEURS INÉDITS

Conflits armés et États défailants

Rut Diamint **71**

De la perception de la guerre en temps linéaire au relativisme stratégique.
La conséquence logique d'un regard comparatif

Edgardo Manero **89**

Genre et conflit. Femmes victimes, femmes actrices

Marguerite Rollinde **115**

III. VERS DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS

Le droit international
face au recrutement d'enfants dans les conflits armés

Sabrina Meddour **133**

Voir ou ne pas voir la guerre : le cas colombien

Carolina Vergel Tovar **151**

La place des ONG dans la mécanique décisionnelle préparant et orientant
l'utilisation de la force armée en RDC et au Tchad-RCA

Delphine Loupsans **175**

RESCENSIONS **199**

ACTUALITÉS DES RÉSEAUX **205**

DE LA PERCEPTION DE LA GUERRE EN TEMPS LINÉAIRE AU RELATIVISME STRATÉGIQUE. LA CONSÉQUENCE LOGIQUE D'UN REGARD COMPARATIF

Edgardo Manero
CNRS/EHESS- MASCIP0

Revue ASPECTS, Numéro 4 – 2010, pages 89-114

Résumé : La prolifération d'acteurs stratégiques à caractère privé et l'importance de l'externalisation de certaines fonctions de défense et de sécurité sont des caractéristiques du cycle stratégique initié en 1989. Comme l'a noté Clausewitz, la guerre change de nature à chaque époque. L'idée « moderne » selon laquelle l'État est l'unique interprète et acteur de la guerre a été mise de côté. La nouveauté tient moins à la plus grande indépendance des acteurs du conflit par rapport à l'État – même si cela reste un point important –, qu'à la perte d'étanchéité des frontières entre public et privé. Or, les conclusions sur l'extrême originalité de la conjoncture stratégique ouverte en 1989 sont en partie issues d'un schéma d'interprétation assez simplifié, fortement influencé par un regard ethnocentrique. Les discours sur les menaces globales et les représentations stratégiques transnationales soulignent l'homogénéité stratégique ; cependant, les pays hégémoniques et périphériques relèvent des défis à la sécurité très différents, exprimés dans des divergences concernant intérêts, dispositifs dissuasifs et perceptions des menaces. Avec la post-guerre froide, la brèche entre le Nord et les Sud(s) dans le domaine de la sécurité s'élargit. Dans ce cadre, la dimension « privée » des menaces et des acteurs des conflits n'est qu'une partie du scénario ouvert avec la fin de la guerre froide. Les transformations au niveau stratégique liées aux binômes civils-militaires et public-privé ont été importantes. Toutefois, il n'est pas possible de les comprendre sous l'approche de la rupture. Il est nécessaire de resituer ces transformations dans une temporalité longue et une spatialité spécifique, indiquées par le caractère des conflits dans les Périphéries au cours du cycle bipolaire. Le regard sur d'autres espaces géographico-culturels contribue à nous faire comprendre que les catégories à partir desquelles la guerre avait été traditionnellement pensée ont commencé à se brouiller dans les Sud(s) pendant la guerre froide, montrant que représentations et pratiques stratégiques peuvent fonctionner sur la base du palimpseste.

INTRODUCTION

Les transformations opérées en post-guerre froide comme la multiplication et la transformation des États, l'importance des groupes *infra* et *supranationaux* ou la diminution

de conflits armés entre acteurs étatiques symétriques ont redessiné le champ des significations dans lequel s'effectuent la sécurité et la défense. Le changement du paradigme stratégique peut être perçu dans l'analyse de la forme la plus extrême que prend la violence : la guerre.

La nouveauté des conflits tient à l'autonomie accrue des acteurs y participant par rapport au système étatique. Or, la dimension « privée » des acteurs, des conflits et des menaces, bien qu'importante, n'est qu'une partie du scénario ouvert en 1989, et elle porte, par ailleurs, un certain déjà-vu. Dans ce cadre, ce travail s'attachera à l'étude des transformations des rapports entre acteurs publics et privés dans le champ de la sécurité – avec une considération particulière accordée au développement des compagnies privées prestataires de services militaires – avec l'objectif de relativiser l'idée de rupture mais aussi de montrer qu'en post-guerre froide, la *doxa* en matière de sécurité n'est pas homogène.

La guerre doit en effet être interrogée, jusque dans ses transformations les plus récentes, à partir d'un regard qui, inscrit dans une temporalité longue et attentif aux Sud(s), permette de faire la critique d'une conception excessivement « ethnocentrique », pour laquelle toute une série de phénomènes caractéristiques du nouveau cycle historique introduit avec l'effondrement de l'ordre bipolaire génère la perception d'une rupture radicale avec le passé. Il s'agit d'une conception pour laquelle une Histoire « stratégique » absolument nouvelle commencerait à s'écrire, où la dimension du « privé » dans les conflits serait la manifestation d'un nouveau régime d'historicité.

CHANGEMENT DU PARADIGME STRATÉGIQUE ?

La guerre est une notion non seulement ambiguë mais aussi fondamentalement polysémique. Les conceptions sur sa nature varient selon que l'on pense à partir de catégories juridiques, théologiques, militaires, philosophiques ou politiques.¹ Cette pluralité de dimensions rend complexe une définition de la guerre au-delà de son trait principal, son caractère de phénomène de violence collective. Couramment, la guerre est considérée comme une épreuve de force entre collectivités organisées adversaires (clans, peuples, factions, États, etc.) qui cherchent, à partir de l'utilisation de la violence, à dénouer une situation conflictuelle. Par la guerre, on cherche à obtenir ce que l'on n'a pu obtenir autrement, soit à faire prévaloir ses prétentions, soit à se défendre contre celles des autres.

Pensée comme la lutte armée entre États ou groupes sociaux ou comme action entreprise pour supprimer ou détruire un « Autre », la guerre est la forme la plus radicale de manifestation de la violence, l'empire de la violence absolue. La notion de guerre a

¹ Dans un travail déjà classique sur les relations internationales, K. Waltz établissait un cadre d'analyse où l'origine du phénomène de la guerre s'explique à partir de trois conceptions du conflit qui considèrent les explications « micro » et « macro ». Dans la première conception, la guerre se réduit à la nature et au comportement humain (explications biologiques, instinctives, apprentissage social, frustration). Dans la deuxième, la guerre est liée à la structure même de l'État et de la société (type de régime, lutte de classe, impérialisme). Dans la troisième, l'absence d'instruments de droit et d'organisations efficaces pour maintenir la paix est à la base de la guerre (anarchie internationale, éventualité de guerre). Ces paradigmes explicatifs du phénomène de la guerre ne reproduisent que partiellement le débat sur les origines de la violence. *Man, the State and War: A Theoretical Analysis*, Columbia University Press, New York, 1959, chapitres 2 et 4.

une place centrale dans les relations entre les successifs et différents « Nous » et « Autres » culturels, ethniques, étatiques ou idéologiques. Or, bien que les guerres ne soient pas toujours des guerres d'extermination², la guerre est le point ultime de l'hostilité, celle-ci étant la négation existentielle d'un « Autre » être³. Il convient de la différencier des autres formes de conflit social. Ce qui différencie la guerre de toute une série d'autres manifestations de la violence collective, c'est que la lutte ou le conflit, pour mériter le nom de guerre, doit comporter des collisions armées entre secteurs autoperçus comme combattants laissant des victimes, dans un cadre institutionnalisé et avec un sens téléologique.

En post-guerre froide, la conception de la guerre reste tributaire de l'idée clausewitzienne selon laquelle elle est un acte de force pour imposer sa volonté à l'adversaire. Cependant, on est face à une scène différente de celle ouverte avec Napoléon, mais tout aussi distante des conflits de l'ordre bipolaire. Phénomène sociohistorique localisé dans l'espace et dans le temps, de Troie à l'Irak, la guerre a pris bien des formes différentes, ainsi que des intentions, enjeux, acteurs, armements divers. Clausewitz notait que « *la guerre est un caméléon. Elle change de nature à chaque époque* ». La temporalité politique peut différer de la temporalité militaire.

La guerre des Malouines (1982) a impliqué une transition dans la façon de faire la guerre. Elle a préfiguré la première guerre du Golfe. Le conflit de l'Atlantique sud a anticipé quelques aspects caractéristiques des conflits propres à la post-guerre froide : l'importance de la « révolution dans les affaires militaires », l'asymétrie entre les parties, les affrontements Nord-Sud et centre-périphérie, la dynamique du conflit structurée sur des campagnes courtes, l'affrontement entre une armée de conscription et une armée professionnelle avec une dotation d'effectifs très spécialisés, le retour de la campagne expéditionnaire de type colonial faite par un État européen, l'utilisation communicationnelle de la variable type de régime politique (démocratie-dictature). La guerre entre l'Argentine et le Royaume-Uni a préfiguré la première guerre du Golfe.

En post-guerre froide, l'hétérogénéité de la « guerre » a été élargie à mesure que se mêlaient concepts et moyens archaïques et des outils technologiques de l'ère de l'information. La fin du cycle bipolaire a été accompagnée par la cohabitation de la machette et des drones, mais aussi par une multiplicité de perceptions de la menace et des représentations stratégiques, conséquence logique de l'approfondissement de la divergence des intérêts dans le système international. La guerre postindustrielle construite sur la révolution dans les affaires militaires⁴, la primauté aérienne, les

² Une guerre limitée est un conflit circonscrit où les ennemis utilisent la violence pour atteindre un objectif défini qui ne nécessite pas la mise en œuvre de tous les moyens, sans l'objectif final d'éliminer totalement l'adversaire. Il y a donc limitation des objectifs, des moyens, de l'espace et surtout des façons de faire la guerre.

³ C. Schmitt, *La Notion de politique et Théorie du partisan*, « Champs », Flammarion, Paris, 1992, p. 71. Voir aussi *Parlementarisme et démocratie*, Le Seuil, 1988 et *Théologie politique*, Gallimard, 1988.

⁴ Fondée sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTCI), la « révolution dans les affaires militaires » est un syncrétisme entre l'objectif « politique » du « zéro mort » et une révolution technologique. Déjà dans les années 1970, les Soviétiques considèrent l'application des nouvelles technologies dans le domaine militaire comme un changement de paradigme. Installé dans le jargon stratégique par les États-Unis dans les années 1990, le terme fait référence à l'utilisation intensive, sur le plan militaire, des avancées en communication, des systèmes de satellites, du contrôle et des mécanismes d'interception électronique des systèmes de communication de l'« ennemi », ainsi que de l'incorporation de nouvelles armes – létales et non létales – de haute technologie. La RMA se structure sur la recherche de la supériorité absolue dans le domaine de l'information, le combat sans contact structuré sur l'observation, la précision et le guidage, qui permettent de rester hors de portée d'un ennemi pratiquant la guerre industrielle, et sur la nouvelle relation établie entre les industries militaires et l'industrie civile en matière de recherche et de développement.

« nouvelles menaces », les *private military companies* et l'objectif « zéro mort » ne sont que l'une des façons de concevoir le conflit⁵.

Les changements qui se sont produits ont entraîné des modifications doctrinaires, des réductions d'armement ou même des transformations dans les outils par lesquels l'État-nation exerce son monopole légitime de la violence, mais ils n'ont pas modifié les structures générales des armées.

L'émergence d'acteurs non étatiques est probablement l'un des changements les plus significatifs intervenus dans le système international. La guerre ne pouvait pas rester en marge. La prolifération d'acteurs stratégiques à caractère privé est une caractéristique du cycle initié en 1989⁶ ; ils ont un rôle déterminant dans la nature de la guerre dans le désordre global, de laquelle découle la volonté explicite de l'Hégémon de définir la guerre comme un conflit engageant aussi bien l'État que des groupes privés. Cette prolifération participe à un fait stratégique majeur, la mise en question de la souveraineté nationale propre au désordre global.

La profusion d'acteurs non étatiques s'inscrit dans une tendance plus large de présence des acteurs non étatiques dans les conflits armés, fondamentalement les ONG, les médias, les agences multinationales et les compagnies privées prestataires de services militaires. Cela n'est pas un phénomène nouveau, mais la quantité, la nature de leurs activités et la relation avec l'acteur étatique ne sont plus les mêmes. Le cas des ONG en est exemplaire. Si leur partenariat avec les acteurs étatiques n'est pas nouveau, il est plus complexe, comportant à présent de multiples aspects, allant de l'utilisation ou l'instrumentalisation par les États à des fins politico-stratégiques jusqu'à l'appui ou la demande, par les ONG, de l'intervention militaire. L'idée des ONG, en tant que pur produit de la société civile, présentées comme des opposants farouches à l'utilisation de la violence, n'est qu'un mythe.

Devenues de vrais groupes de pression, ce qui leur confère la capacité d'influencer les décideurs politiques et les opinions publiques, si les ONG sont devenus plus influentes, leur efficacité en tant qu'acteurs internationaux est moins évidente – nous faisons référence à leur participation dans la prévention et dans la résolution des conflits. S'il existe plusieurs cas dans lesquels l'influence des ONG a été démontrée, particulièrement dans des situations de post-guerre en Asie centrale et en Afrique⁷, leurs limites se révèlent dans les conflits qui affectent les intérêts des grandes puissances, en particulier des États-Unis, comme l'a montré l'invasion de l'Irak.

En post-guerre froide, la majorité des affrontements « militaires » – en particulier les plus médiatisés – n'oppose pas des armées « classiques », des États-Nations identifiés et reconnus. Parfois, une armée nationale ou des entreprises privées de sécurité, en tant que sous-produit étatique, s'opposent à des milices, des guérillas ou des groupes « criminels » dans des conflits de « basse intensité ». Beaucoup de ces conflits sont soutenus par des groupes d'une cohésion plus aléatoire que la Nation ou la

⁵ Sur la révolution dans les affaires militaires, voir Joxe A., « Nouveau paradigme stratégique : la révolution dans les affaires militaires ou la « guerre de l'information », *Cahiers d'Études Stratégiques* n° 18, GSD, EHESS, p 79.

⁶ Cette caractéristique a été rapidement mise en évidence. Voir Van Creveld M., *The Transformation of War*, The Free Press, New York, 1991.

⁷ Tulchin J. S., « Creando una comunidad de seguridad en el hemisferio », *La seguridad desde las dos orillas. Un debate entre Europa y latinoamérica*, R. Martínez et J. S. Tulchin (éds) Cidob, Barcelona, 2006, p 49.

classe sociale : groupes ethniques, gangs, clans, organisations criminelles⁸, etc. Des entités se revendiquant des identités supra ou infra-étatiques sont responsables de la violence armée. La « diminution » de l'importance du conflit dû au voisinage idéologique ou territorial a pour conséquence que l'on se bat désormais au nom d'intérêts quasi particuliers. Dans les conflits en post-guerre froide, l'on trouve des « motivations idéologiques » – bien qu'alternatives à celles du cycle initié avec la Révolution française –, mais aussi la recherche de la répartition des profits obtenus à travers une multiplicité d'activités « militaires ». Bien que déjà présentes dans la guerre froide, les violences armées – guérilla, délinquance, crime organisé et leur répression de plus en plus militarisée – puisent dans l'économie illicite, en particulier dans celle de la drogue. Pour eux, la guerre est une entreprise rentable, dans le sens économique du terme, où se mêlent des trafics, des prises d'otages et des rackets.

La post-guerre froide permet de renoncer définitivement à l'idée selon laquelle l'État est l'unique interprète de la guerre et son seul acteur⁹. Elle démontre que le but de la guerre n'est pas toujours un but d'État¹⁰. En cohérence avec la « pensée hégémonique » dans les années 1990, la guerre se dé-régularise et devient plus indépendante de l'État. La post-guerre froide implique la mise en question d'une conception de la guerre construite sur une définition du système international en tant que collection d'États-nations souverains visant l'hégémonie mondiale. Il y a un bouleversement de la thèse « moderne » qui soutenait que la guerre constitue un rapport non pas entre individus, mais entre États, qu'il s'agit d'une « affaire d'État » et du fait notamment que ce sont les nations et non plus seulement les armées qui font la guerre. Un regard rétrospectif montre que les acteurs stratégiques ont fréquemment été des entités privées ou semi-privées avec une logique de rentabilité où la prédation a eu un rôle central. La guerre entre armées publiques en tant qu'expression des États-nations n'est que très limitée dans le temps et réduite dans l'espace.

La caractéristique du cycle ouvert après le 11 septembre est donnée par le conflit entre un acteur étatique (les États-Unis/l'Occident) et un autre non-étatique, sans véritable appui d'un État-nation (le terrorisme islamique). Cette opposition apparaît comme une réactualisation de l'opposition stratégique la plus durable, celle des nomades et des sédentaires¹¹. Perçue sous la logique idéologique propre au « *clash* » hungtingtonien, la « guerre au terrorisme » peut ainsi être inscrite dans le cadre des conflits entre les nomades d'Asie centrale et les civilisations sédentaires et urbanisées de la périphérie stepnique.

Plus qu'à l'autonomie accrue des acteurs participant aux conflits par rapport au système étatique – bien que cela constitue un fait important – la nouveauté tient à la porosité des frontières entre le public et le privé. La scène stratégique en post-guerre froide se caractérise par des phénomènes qui illustrent cette porosité, comme des forces de sécurité assumant un lien institutionnel de « protection » envers des groupes développant des

⁸ On considérera les organisations criminelles comme un phénomène polymorphe structuré sur un haut niveau d'organisation, une importante division du travail et une forte hiérarchisation, consistant dans la pratique systématique de la violence et de l'illégalité avec l'objectif d'accumuler des richesses et d'acquiescer du pouvoir et des influences.

⁹ Depuis l'administration Nixon, la « Guerre contre les drogues » a permis, progressivement, de renoncer à cette idée.

¹⁰ Sur ce point voir, Joxe A., *Voyage aux sources de la guerre*, Puf, Paris, 1991, chap. II.

¹¹ Sur cette opposition, voir Chaliand G., *Anthologie mondiale de la stratégie*, R. Laffont, Paris, 1996.

activités licites et illicites¹², le fait qu'une partie des acteurs stratégiques – comme la criminalité – provient ou est en relation avec l'appareil étatique lui-même¹³ et, principalement, le développement des pratiques d'externalisation au sein des forces armées. Les compagnies privées prestataires de services militaires, généralement connues comme *private military companies*, constituent un cas particulier. Fondées, dirigées et intégrées, en général, par d'anciens membres de l'appareil de sécurité étatique, elles permettent, via une stratégie de délégation, des tâches nécessaires à la poursuite des intérêts qui restent définis comme « nationaux ».

Cette porosité rend possible corruption et criminalité et – par caractère transitif – violence. Cette multiplicité d'acteurs stratégiques profite des États internationalement reconnus qui sont complaisants à l'égard du développement d'activités illégales. Ce type d'État joue un rôle de complice, c'est-à-dire qu'il établit un lien institutionnel qui sous-entend la « protection » de groupes illégaux, et profite économiquement des activités qui se développent sur son territoire. Cela constitue un phénomène d'importance stratégique qui se répand à travers les pays des Périphéries, où se combinent des problèmes structureaux, comme les difficultés des États dans le contrôle de leur territoire, les déficits institutionnels de l'administration publique – en particulier l'autonomie des forces armées et de sécurité –, la culture et les pratiques politiques – spécifiquement le clientélisme et le financement de la politique – avec des problèmes conjoncturels, comme les conséquences de la globalisation en tant que processus et idéologie sur les États, principalement la réduction de celui-ci et la recherche, par des agents transnationaux, de nouvelles places pour développer des marchés légaux et illégaux de haute rentabilité¹⁴.

MENACES PRIVÉES ET VOLONTÉ DE PUISSANCE ÉTATIQUE

Jusqu'à la fin de l'ordre bipolaire, la perception de la menace était relativement simple. La référence était le danger extérieur, même si l'on pensait à l'ennemi interne. Les menaces sur lesquelles s'organisaient les débats stratégiques étaient clairement politiques, étatiques, territoriales. Strictement militaires, elles contestaient « politiquement » la légitimité de l'État. Ainsi pouvait-on penser la menace comme une entité concrète, identifiable territorialement et politiquement circonscrite. L'ennemi était toujours perçu comme membre d'un collectif « national ». Le découpage en nations et en États menaçants permettait de développer une conception du conflit très clairement inscrite dans l'ordre de la modernité, fondant l'étrangeté hostile sur des critères facilement reconnaissables et universellement admis. Cela rend possible une conception de la sécurité où la défense du territoire contre l'invasion étrangère est la valeur stratégique suprême. Cette représentation étatique était présente même quand la menace prenait des formes

¹² Le cas des compagnies pétrolières au Myanmar est un bon exemple de l'utilisation des institutions de sécurité étatiques à des fins privées par les compagnies transnationales. Un autre exemple est la décision du gouvernement du Congo Brazzaville de garantir la protection de terres louées à des compagnies étrangères par l'armée. *El País*, 15/10/2009.

¹³ C'est le cas des forces de sécurité mal rémunérées ou d'une main-d'œuvre laissée à elle-même après la fin des dictatures. En Argentine on l'appelle ironiquement la « main-d'œuvre au chômage » pour désigner les anciens membres de l'appareil répressif.

¹⁴ Voir Manero E., « Strategic Representations, Territory and Border Areas: Latin America and Global Disorder » in *Geopolitics*, Vol 12 (1), Routledge, Taylor & Francis Group, January-march 2007, NY, USA, p. 43-46.

transnationales – le communisme –, ou métasociales – le complot de la synarchie, le sionisme, ou les francs-maçons. La représentation de l'ennemi était toujours étatique et derrière la menace existait invariablement un État-nation : l'URSS, Cuba, la Chine, les États-Unis, l'Angleterre, Israël et même le Vatican. La guerre « révolutionnaire » restait une guerre interétatique. Ainsi, dans la périphérie capitaliste, affronter des acteurs non étatiques comme les organisations politico-militaires mettant en question le *statu quo*, était perçu – par un large arc allant des États-Unis aux militaires en passant par les divers facteurs de pouvoirs – comme faisant partie d'une guerre par délégation. Inhérent à la logique de l'équilibre nucléaire, le fait de canaliser ou endiguer les conflits dans les périphéries a été une caractéristique majeure de l'ordre bipolaire.

Depuis 1989, nous sommes face à l'institution de formes de menace radicalement différentes de celles propres à l'ordre stato-centré. La fin de la guerre froide a effacé, pour une quantité considérable de pays, en particulier les hégémoniques, le danger de la « menace extérieure » sous sa forme classique. La perception d'une menace directe disparaît. Pour la première fois dans leur histoire, un nombre important de pays ne connaissent plus de menaces directes à leurs frontières, ce qui est très valable pour la France, comme le reconnaît déjà le *Livre Blanc* français de la défense en 1994 et comme il le confirme en 2008. Par ailleurs, avoir des ennemis étatiques au-delà du voisinage immédiat se restreint. Cette inexistence d'un ennemi étatique clairement désigné est une nouveauté majeure qui conditionne tout le débat stratégique. La défense ne se restreint plus au sens classique de l'interdiction du territoire face à une agression extérieure, à la protection du pays contre les agressions militaires directes. L'absence de danger extérieur modifie le périmètre du débat sécuritaire. Il est difficile de penser un débat stratégique sans un ennemi désigné.¹⁵ La fin de l'ordre bipolaire a entraîné l'absence non seulement d'un ennemi désigné et d'une menace évidente, mais aussi d'un thème mobilisateur et de solidarités plus ou moins « automatiques » construites – conséquence de la menace nucléaire – sur des intérêts politiques divergents. Elle a entraîné un dilemme : comment faire face, dans un monde des États caractérisé par l'hétérogénéité au niveau des représentations stratégiques, à des menaces non étatiques mais qui restent nécessairement territorialisées.

Dans les représentations stratégiques « hégémoniques » en post-guerre froide, les risques et les menaces ont changé, ils ne trouvent plus leur origine dans des acteurs traditionnellement identifiables dans le système international, mais dans des acteurs non étatiques, donc moins précis. Les adjectifs utilisés pour décrire ces menaces sont révélateurs : « imprévisibles », « volatiles », « diffuses ». Dans ce cadre, toute une série de menaces non-conventionnelles, banalisées comme des « nouvelles menaces » – diverses formes de criminalité organisée, des fondamentalistes religieux ou ethniques recourant au terrorisme, des problématiques telles que la pauvreté, l'immigration ou la destruction de l'écosystème –, vont monopoliser le débat stratégique. La plupart de ces « menaces » ont existé depuis des années en étant subordonnées au conflit bipolaire.

La vision étroitement nationale et militaire de la sécurité est amoindrie. La sécurité a besoin d'une combinaison d'éléments qui dépasse le militaire. Les éléments à prendre en considération dans l'évaluation de la menace sont plus nombreux. Étant donné

¹⁵ Joxe A., « Nouveau paradigme opérationnel : opérations de paix » in *Cahiers d'Études Stratégiques* n° 18 GSD, EHESS, Paris, 1995, p 64.

qu'elle est multidimensionnelle dans ses objectifs et composantes, elle a des dimensions économiques, écologiques, sociales et politiques. D'une conception centrée sur l'État, on passe à une notion qui stipule ce qui doit être protégé est l'individu ; dans ce cadre se produit l'élargissement du concept de sécurité vers des affaires socio-économiques ou environnementales, dont le passage de la sécurité nationale à la sécurité humaine, écologique, globale, citoyenne, etc. La conception de la sécurité hégémonique en Occident « prend en compte » non seulement la sécurité nationale ou étatique, mais aussi celle des groupes humains à l'intérieur des pays et du système international dans son ensemble, la sécurité internationale. La perception des menaces implique de considérer les profondes transformations de l'État, des sociétés et du système international en particulier le caractère fondateur de la conjoncture ouverte à la fin du xx^e siècle : anomie sociale, croissance démographique, fossé technologique, exclusion sociale, criminalité, pauvreté, c'est-à-dire toutes les manifestations des sociétés et des États fragilisés par les transformations qui ont accompagné la globalisation comme processus et comme idéologie.

Une grande partie des entités perçues comme menaçantes sont objectivement criminelles dans la mesure où elles relèvent de la criminalité de « droit commun ». En post-guerre froide, au même moment où la guerre se « dépolitise », étant donné la difficulté de la percevoir comme continuité de la politique, la criminalité et son combat se militarisent ce qui a pour résultat l'abolition de la distinction précise entre les militaires, les gendarmes, la police. La conséquence logique de la nature « intermestique¹⁶ » des nouvelles menaces, – elles affectent en même temps la sécurité internationale et domestique – est la tendance à éliminer la ligne qui avait traditionnellement séparé – ou plutôt devait séparer – la sécurité intérieure de la sécurité internationale¹⁷. Globalisée par des représentations stratégiques transnationales, cette perception de la menace s'est enracinée dans des sociétés qui s'auto-perçoivent comme une partie d'une communauté des nations démocratiques avec des valeurs partagées. Alors que la tendance mondiale à l'élargissement du concept de sécurité est universelle, l'acceptation acritique des « nouvelles menaces » l'est moins. Progressivement, l'hétérogénéité au niveau stratégique qui caractérise la post-guerre se fait plus évidente.

Si, dans certaines géographies, cette perception de la menace permet des politiques d'État qui vont au-delà des clivages « idéologiques », comme en Europe occidentale, dans d'autres espaces géographiques, elle a été liée à une vision idéologique déterminée de la société ; c'est le cas de l'Amérique Latine des années 1990. Hégémonique dans la région depuis les années 1990, l'adhésion aux principes du *Consensus de Washington* avait homogénéisé, jusqu'à un certain point, les politiques de différents États, même au niveau stratégique¹⁸. Dans ce cadre, la perception des menaces était liée aux buts de la politique internationale et des politiques de sécurité et de défense promues par les États-Unis dans la région. Indissociables d'une conception du monde qui tend à diluer les souverainetés nationales dans la globalité des

¹⁶ Les Américains ont forgé ce néologisme pour faire référence à des questions à la fois internationales et domestiques.

¹⁷ Tulchin J., *op. cit.*, p. 43

¹⁸ Cela n'a pas signifié l'absence de conflits durant ces années-là. Ainsi, par exemple, la désignation de l'Argentine comme alliée extra-OTAN des États-Unis, le soutien du gouvernement Menem à la position des États-Unis dans le conflit colombien, l'opposition de l'Argentine à l'inclusion du Brésil dans un possible élargissement du Conseil de Sécurité de l'ONU et les conflits d'intérêts à l'intérieur du Mercosur au sujet des tarifs douaniers, les déséquilibres de la balance commerciale ou encore les querelles pour attirer les investisseurs étrangers ont perturbé les relations argentine-brésiliennes.

intérêts, ces buts reposent sur un ensemble de principes fondateurs de la « civilisation globale », inspirés des représentations anglo-saxonnes et antagoniques par rapport aux préceptes propres à la culture politique des pays latino-américains. Les représentations stratégiques promues par les États-Unis n'insistent plus sur la définition de la menace à partir d'une logique étatique, mais plutôt sur un besoin de défense des intérêts étroitement liée à une vision géoéconomique « anglo-saxonne ». Le modèle américain se conforme aux normes et règles qui tendent à limiter les souverainetés à partir d'instances décisionnelles globales, dont l'objectif est de garantir la sécurisation des voies et moyens de l'économie globale. Les représentations et les pratiques stratégiques américaines, qui assemblent le « dedans » et le « dehors », se construisent sur le caractère transnational, aussi bien de l'offre que de la demande sécuritaire.

À des degrés différents suivant les pays, l'« intérêt national » défini par les administrations qui se revendiquent comme de gauche ne coïncide plus avec les priorités établies auparavant par le *Consensus de Washington*. Si les enjeux de la sécurité se sont élargis à une multiplicité d'aspects, du Venezuela de Chavez à l'Argentine de Kirchner en passant par le Brésil de Lula, les pays latinoaméricains se sont réorientés progressivement vers la défense des ressources naturelles comme priorité stratégique. La Colombie et le Pérou, pleinement insérés dans le dispositif stratégique de Washington, constituent l'exception. Bien que le discours sur les menaces globales et les représentations stratégiques transnationales soulignent l'homogénéité stratégique, le Nord et les Suds font face à des défis à la sécurité très différents. Avec la post-guerre froide s'installe une brèche entre le Nord et les Suds dans le domaine de la sécurité. Elle se manifeste dans les divergences concernant les nouveaux intérêts émergents, les dispositifs dissuasifs et les perceptions des menaces¹⁹.

Pour les pays occidentaux, l'éventail des menaces est partagé, leur perception est similaire²⁰, cependant, les priorités ne sont pas les mêmes. Cette différence de priorités se relativise face à l'enjeu de la vulnérabilité des standards de vie impliquant la nécessité de coopération des États pour la protection de biens basiques indispensables au mode de vie occidental, comme le pétrole à bon marché²¹. En Europe occidentale, l'immigration, la pauvreté et le conflit ethnique constituent, selon livres blancs et doctrines militaires, les principales menaces. Les États-Unis, en revanche, considèrent comme menaces prioritaires le terrorisme, le risque de dissémination et de prolifération d'armes de destruction massive (armes ABC) ainsi que les États contestataires du statu quo international, en particulier les « États voyous ». Le caractère non étatique et transnational des menaces est un élément fondamental du dispositif stratégique nord-américain. Néanmoins les divers adjectifs collés à l'État – « voyous », « faibles », « parias » –, la formulation d'un « axe du mal » et la préoccupation par l'émergence d'un « *peer competitor* » montrent que, sans s'attacher à un regard « stato-centré » – selon lequel les États seraient les acteurs principaux du système international –, les représentations stratégiques continuent à considérer l'État-nation comme un élément central du système international. La thèse selon laquelle les *Failed States* et les *Rogues States* sont propices au développement des nouvelles menaces et favorisent l'instabilité régionale sert à justifier non seulement l'intervention de « l'Hégémon » mais aussi la subordi-

¹⁹ Voir Varas A., « Un nuevo regimen de seguridad hemisférica », Séminaire « Hacia las Fuerzas Armadas del año 2000 » in *SER en el 2000*, N° 7, marzo 1995, p 23.

²⁰ Les coïncidences répétées sur le cas iranien entre l'Europe et les États-Unis en sont un bon exemple.

²¹ La sensibilité face à ces biens est plus forte aux États-Unis qu'en Europe.

nation de la souveraineté dans son sens traditionnel au bénéfice de la sécurité globale²². Les États-Unis ont essayé d'utiliser les nouvelles menaces de manière unilatérale. Cependant, ils ont échoué dans leur tentative d'arriver à leurs objectifs à travers des actions unilatérales, en étant obligés de revenir à un approche de communauté pour s'occuper de ces menaces à la sécurité²³. À Davos, le vice-président R. Cheney a fait un appel explicite aux nations européennes à s'unir aux États-Unis dans la lutte contre le terrorisme²⁴. En ce qui concerne les organismes internationaux, si la guerre en Irak a montré les limites des Nations unies, l'occupation a montré que les États-Unis n'arrivaient pas à leurs objectifs en agissant en solitaire. En 2004 le gouvernement états-unien a demandé à l'ONU de revenir en Irak. La situation en Afghanistan ne fait rien d'autre que confirmer cet état de fait.

LE RETOUR DU REFOULÉ

Dans les représentations stratégiques hégémoniques, guerres et conflits seraient, avant tout, la conséquence des acteurs privés, transnationaux, diffus, profitant des États affaiblis. Les diverses formes de mise en question de la formule wébérienne constituent, du point de vue stratégique, l'une des caractéristiques de l'époque²⁵. Les zones de violence grandissent là où les États-nations tombent en déshérence. La prolifération des formes de violence – émeutes urbaines, conflits intercommunautaires, et les « nouvelles menaces » (terrorisme, délinquance, criminalité organisée) – ont comme dénominateur commun la mise en échec du monopole de la prestation sécuritaire. Sur la désintégration de certains États s'appuie aussi la perception de la prolifération et de l'utilisation des armes de destruction massive par des États contestataires ou des agents non étatiques comme d'une menace.

Or, la politique extérieure de l'administration Bush – en particulier la stratégie de Sécurité nationale, publiée en 2002, qui parle de la « guerre préventive » – relativise l'idée selon laquelle, dans la post-guerre froide, les guerres ne naissent pas de la puissance des États, mais de leur faiblesse²⁶. Pour elle, l'utilisation du pouvoir conventionnel permet non seulement de faire face aux menaces à la sécurité et aux intérêts nord-américains, mais elle permet aussi d'assurer l'hégémonie globale états-unienne. Engagés au niveau global dans une guerre de faible intensité – mais durable – contre le « terrorisme », tout en se préparant à faire face à des *peer competitor* mettant en cause le *statu quo* international, les États-Unis considèrent que pour faire face au large éventail des menaces – de la prolifération des armes de destruction massive aux organisations criminelles, en passant par les « États voyous » –, ils sont obligés d'utiliser leur *hard power*. Pour les néoconservateurs, les attentats du 11/9 ont non seulement montré la vulnérabilité des États-Unis, mais ils ont aussi confirmé l'idée

²² La Géorgie en est un bon exemple. Voir Serrano S., « La vallée de Pankisi, ou les avantages et les dangers de l'État faible », (publication sur internet), site du CERJ, <http://www.ceri-sciences-po.org/archive/nov00/serrano.pdf>, novembre 2000 et *Géorgie. Sortie d'empire*, CNRS Editions, Paris, 2007, chapitre VI.

²³ Tulchin J., *op cit.*, p. 43

²⁴ *New York Times*, 25/01/2004.

²⁵ L'épuisement de la formule wébérienne est suggéré par de nombreux analystes.

²⁶ Delmas P., *Le Bel Avenir de la guerre*, « Folio actuel », Gallimard, Paris, 1995.

que le système international est, par nature, anarchique, et dangereux en tant qu'il repose sur des conduites, résultat d'une anthropologie profondément hobbesienne.

Dans le désordre global, les États-Unis agissent comme s'ils étaient l'unique pays à rester régi par les principes de la théorie réaliste dans un monde interdépendantiste ; par conséquent, ils peuvent non seulement légitimer leur comportement dans un discours selon lequel l'état d'anarchie peut être dépassé à travers un processus qui conduira à la formation d'une société internationale, mais aussi faire du transnational l'axe de leur stratégie.

Le caractère privé des « nouvelles menaces » et la relativisation de la suprématie militaire au profit d'autres formes d'hégémonie n'ont pas écarté la menace d'agression militaire classique, celle que le système international a traditionnellement connue. L'invasion de l'Irak en 2003 en est la meilleure illustration. Confiant dans leur capacité technologique et militaire, les États-Unis (un État-nation) se sont lancés dans l'occupation du territoire irakien (un autre État-nation) par le recours à une opération politico-militaire de type colonial plus proche du XIX^e siècle, que de l'image, construite dans les années 1990, des relations internationales au XXI^e siècle. Si la maîtrise des matières premières n'est probablement pas le seul ni le principal objectif – l'organisation du monde, conséquence de la vision idéologique, reste un élément prioritaire des néoconservateurs –, elle occupe une place centrale.

Dans un monde où est fortement enracinée l'idée selon laquelle la guerre interétatique n'est plus utile, la question des matières premières comme enjeu stratégique a stoppé progressivement ce glissement de la notion de défense vers celle de sécurité qui avait caractérisé le cycle ouvert en 1989, réintroduisant non seulement une conception plus orthodoxe de la défense, construite à partir de son sens classique d'interdiction du territoire et de menace extérieure, mais aussi une conception plus « réaliste » des relations internationales. Avec les matières premières, les menaces se situent dans des rapports interétatiques plus traditionnels. Elles donnent, du point de vue stratégique, une situation proche de l'univers classique. Cela se traduit d'abord par une mise en question de l'idée, hégémonique dans l'immédiate post-guerre froide, selon laquelle, au niveau militaire, le plus important ne serait pas la défense pensée comme protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, mais la prévention, le contrôle ou l'intervention rapide, et ensuite par le retour de la perception des États menaçants et sa conséquence directe, le sens de la protection du territoire contre les agressions militaires directes. Sous cet aspect, le monde a peu changé depuis la paix de Westphalie (1648) et ses armées nationales, que ce soit en raison de la dispute autour du contrôle des ressources ou à cause des famines et des révoltes sociales que celles-ci provoquent et qui réinstallent le rôle des forces armées dans le contrôle social.

Après le 11 septembre, nous sommes face à un renouveau de la réflexion stratégique sur la nature et l'efficacité de la force militaire et sur la gestion de la violence dans le cadre de laquelle la guerre continue à être « *une simple continuation de la politique par d'autres moyens* »²⁷, et où le conflit entre les États-Unis et le terrorisme islamique apparaît comme une forme d'hostilité « absolue » impliquant une nouvelle définition de la menace et de l'ennemi. Cette réflexion a conduit les États-Unis à un essai de mise en question des normes du droit international, *via* le concept de la guerre préventive et la remise en cause du principe de l'égalité des combattants. La tentative de

²⁷ Von Clausewitz C., *De la guerre*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1998, p. 67.

modifier les limites imposées par le droit à la guerre s'appuie dans la réinstallation, aussi bien dans le droit international que dans les opinions publiques, d'une notion longtemps abandonnée : la guerre juste.

Or, le retour de Mars ne se limite pas à la puissance hégémonique. Ainsi, de la Côte d'Ivoire aux Balkans, l'armée française n'a jamais été engagée sur autant de théâtres extérieurs. En dépit des apologistes d'un monde post-clausewitzien, le désordre global est caractérisé par le retour de la guerre. Elle est au sein des discours et des pratiques des entités non étatiques mais aussi des États. Ceci montre la pertinence même de la dimension stratégique – qui recouvre des formes de violences, des acteurs et des enjeux de plus en plus différents – pour la compréhension du politique.

DES ACTEURS PRIVÉS À VALEUR STRATÉGIQUE

Chefs de guerre et organisations criminelles, produits de la décomposition anarchique des États, mais aussi compagnies privées de sécurité, en tant que pièces du dispositif de la projection de forces à l'étranger, principalement de « l'Hégémon », ou comme recours pour faciliter certaines activités pour les États, les ONG ou les entreprises multinationales, sont des éléments-clés d'un cycle stratégique de type nouveau par rapport à celui ouvert en 1789, construit sur le rapport entre l'obligation de verser le sang et le droit à la citoyenneté. Cette « privatisation de la violence » renferme une mise en question des rapports traditionnels civils-militaires, intérieur-extérieur, national-transnational, public-privé, sécurité-défense ainsi qu'entre l'ordre de la politique et l'ordre de la guerre. Cependant, elle laisse intacte l'idée que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ».

Si l'acteur stratégique privé construit à partir des organisations criminelles ou du terrorisme diffère des *private military companies*, tous participent du désordre global étant donné la difficulté à préciser le statut de ces forces, leur mandat, les obligations à l'égard des autres acteurs impliqués dans les opérations militaires, la question de la qualification du conflit et la conséquente application du droit international et fondamentalement leur contribution à la mise en question de la souveraineté nationale.

Moins liés à un État, et plus à des intérêts de caractère privé, ces acteurs stratégiques de la post-guerre froide sont moins vulnérables, étant donné qu'ils sont moins hiérarchisés et plus autonomes, que la prise de décision est moins pyramidale et plus décentralisée – dans certains cas, il existe une absence de toute forme d'unité de commandement et de contrôle des effectifs²⁸ –, et que souvent ils n'ont pas de spatialité identifiable, le cas le plus évident étant celui de l'« organisation » Al Qaeda. Cela a des conséquences sur la résolution des conflits en modifiant la notion de victoire telle qu'elle était pensée à partir des conceptions classiques. Avec les menaces issues des représentations stratégiques hégémoniques en post-guerre froide, comme le terrorisme ou les organisations criminelles, le balancement entre la victoire et la défaite, qui était l'issue de la guerre classique, se complexifie. Le constat historique de deux camps face à face sur un champ de bataille avec un vainqueur et un vaincu est révo-

²⁸ L'inexistence de procédures standardisées de recrutement est, en général, un dénominateur commun des divers acteurs stratégiques privés.

lu²⁹. Par ces caractéristiques ces acteurs stratégiques affectent l'action diplomatique. En post-guerre froide, les caractéristiques des agents générateurs de la menace brisent la logique de la dissuasion entre États, poussent à l'abandon de la logique de somme nulle, demandant une réadaptation des priorités de la politique extérieure. L'interdépendance devient nécessaire à la sécurité, dont la conséquence est une modification des logiques du voisinage territorial. Les « nouvelles » menaces mettent en évidence la limitation du potentiel militaire traditionnel et la réduction de l'effectivité des réponses construites sur les formes traditionnelles de pouvoir.

Le développement des compagnies privées prestataires de services militaires, généralement connues comme *private military companies*, est l'une des caractéristiques du nouveau cycle stratégique. Ces compagnies font partie des innovations du nouveau cycle stratégique en reflétant les transformations profondes des mentalités à l'égard de la guerre qui caractérisent les sociétés occidentales actuelles, un phénomène qui concerne l'ensemble des pays développés, mais aussi, dans les pays périphériques, les classes moyennes atteignant un certain niveau de prospérité, comme en Amérique Latine. Ces compagnies³⁰ se sont propagées depuis la fin de la guerre froide, diversifiant la clientèle : entreprises transnationales, agences et ONG occidentales, organismes internationaux, gouvernements. Elles participent aux conflits, mais aussi à la gestion des opérations de paix : on les retrouve aussi bien en Colombie, en Équateur, en Sierra Leone, au Nigeria, en Ouganda, en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan, en Irak. Ce développement constitue l'un des aspects les plus significatifs du phénomène plus large de la privatisation de la sécurité.

Les compagnies fournissent un service lors d'un conflit armé ou en zone de risque. Les tâches qu'elles exercent, en théorie et dans la pratique, varient. Elles ne se réduisent pas au mercenariat traditionnel, apportant plus que les « *dogs of war* ». La mercenarisation n'est qu'une partie de l'externalisation.

L'éventail de tâches est large, ces compagnies sont présentes aux divers moments du conflit, de la logistique et de la maintenance jusqu'au champ de bataille, en passant par la formation et l'entraînement des forces armées et de sécurité dans le cadre des programmes de coopération et par l'assurance de la sécurité des personnels, des agences de la coopération internationale ou de la diplomatie. Elles remplissent des fonctions de troupes et de gardes du corps, elles participent aussi à la construction et à la surveillance des installations, à l'entraînement, au ravitaillement en vivres et en matériel, aux interrogatoires ou au conseil. Elles se sont développées parallèlement à la diminution de l'incidence du mercenariat traditionnel, présent fondamentalement dans les conflits africains depuis la décolonisation.

²⁹ Au xx^e siècle s'impose l'idée qu'il n'existe pas de solutions négociées et la capitulation s'impose alors. Elle consiste à ne pas suspendre le combat avant la reddition totale de l'ennemi. La guerre doit s'achever sans arrangements. Cette exigence, qui correspond au refus de tout compromis avec des adversaires indignes, aboutit à prolonger les combats et à briser l'action des oppositions internes. Elle implique de poursuivre la guerre sans recourir ni à des négociations secrètes, ni à un pacte, ni à des compromis.

³⁰ Voir Adams T., « The New Mercenaries and The Privatization of Conflict », *Parameters*, US Army War College, Carlisle, Pennsylvania, vol. XXIX, n° 2, été 1999 ; Ferris S. et Keithly D., « Outsourcing the Sinews of War: Contractor Logistics », *Military review*, US Army Combined Arms Center, Fort Leavenworth (Kansas), septembre/octobre 2001 ; Smith E., « The New Condottieri ans US Policy: The Privatization of Conflict ans its Implications », *Parameters*, Vol XXXII, n° 4, hiver 2002-2003, « Les entreprises para-privées de coercition : de nouveaux mercenaires ? », *Culture & Conflict*, n° 52, Sous la direction de C. Olsson, L'Harmattan, hiver 2003 ; Makki S., « Privatisation de la sécurité et transformation de la guerre », *Politique étrangère*, Hiver 2004-05, p.849-861 ; Makki S., *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire*, Cirpes, 2005, Paris ; Makki S., *Processus et bilan de l'externalisation dans les armées britanniques : quels enseignements pour la France ?*, Les Documents du C2SD, n° 66, Paris, ministère de la Défense, 2005.

Comme les « nouvelles menaces », ces compagnies portent aussi la marque d'une transformation des États, conséquence de la globalisation aussi bien comme processus que comme idéologie. Forme de sous-traitance, participant à trois terrains traditionnellement et étroitement liés à l'État-nation (la sécurité, la défense et les relations internationales), les compagnies privées³¹ conduisent au paroxysme – étant donné la particularité du domaine de la sécurité – l'anarchisme de marché implicite à la pensée néolibérale. Or, le champ militaire présente plus de difficultés que le champ financier ou économique pour déréguler ou pour dénationaliser³².

Essentiellement occidentales, ces compagnies privées sont répandues dans les périphéries. Cependant, leur utilisation par les États ne peut être généralisée. Si la privatisation de la sécurité dépasse largement le clivage Nord-Sud, le débat sur l'articulation du privé dans les dispositifs militaires étatiques concerne principalement l'Amérique du Nord et l'Europe. Si ces logiques sont à l'œuvre dans d'autres cas, l'externalisation des fonctions militaires affecte principalement les institutions sécuritaires et militaires anglo-saxonnes, fondamentalement nord-américaines.

La comparaison entre les deux guerres du Golfe est significative de l'augmentation du ratio entre acteurs privés et publics dans les conflits. Le cas irakien montre comment l'utilisation de la violence « légitime » peut être exercée par des acteurs à caractère privé à travers la coopération entre des États qui s'octroient l'exercice de la force, avec un certain consensus des organisations internationales.

Les compagnies privées ne constituent pas nécessairement une opposition à l'État. Les États-Unis illustrent comment ces acteurs militaires privés peuvent servir des objectifs stratégiques dans le cadre de la défense des intérêts nationaux. Cette articulation de l'État et du marché doit être comprise dans le cadre d'un héritage culturel construit sur l'histoire états-unienne. Aux États-Unis, l'externalisation des fonctions militaires est une nouvelle manifestation de cette perméabilité de la séparation entre public et privé où a été historiquement construit le complexe militaro-industriel.

L'externalisation de tâches liées au militaire fait partie d'une forme déterminée de gestion de l'État, hégémonique depuis la « révolution néoconservatrice ». Elle répond aux logiques des politiques néolibérales. L'externalisation serait la forme que prennent les privatisations. L'État a aussi délégué au marché des fonctions régulatrices qui lui sont propres dans cet espace aussi particulier qu'est la sécurité. Les réformes ont été guidées par une conception négative de l'État, structurées sur des préjugés anti-étatiques anciens, en conformité historique avec un discours anti-interventionniste. L'externalisation participe à la réforme de l'État via la réduction de la fonction publique, dans ce cas l'armée, et des exigences de « rationalisation » des budgets, ici celui de la défense³³. Le rapport entre les secteurs public et privé dans le domaine militaire exprime à la fois le processus de « transfert de responsabilité » du premier sur le deuxième et l'implication croissante du marché dans la gestion quotidienne de la sécurité.

³¹ Les plus connus sont : DynCorp, Military Professional Resources Inc, Blackwater Security - Kroll, Control Risks, Aegis Defence Service, Vinnell Corp, ou Kellogg Brown and Root, Executive Outcomes, Military Professional Resources Inc, Blackwater, Erinys, Aegis. Les changements de nom ou les fusions sont une caractéristique de ce marché.

³² Sur les difficultés pour dénationaliser ou déréguler la stratégie militaire, voir Joxe A., « Introduction générale », *Le débat stratégique américain 1994-95, Cahier d'études stratégiques n° 18* sous la direction d'A. Joxe, GSD, EHESS, Paris, 1995, p. 9.

³³ En Argentine, sous l'impact de la crise économique, l'année 2001 a été caractérisée par des projets de transformation de l'armée en une force de sécurité destinée au conflit social ou de fusion avec les forces de sécurité. Sous une rationalité économique, la disparition de l'armée a même été évoquée.

La rationalisation budgétaire est un argument où se retrouvent des *Think tanks*, des institutions internationales comme le FMI et une partie de la classe politique et de la presse. Dans un cadre caractérisé d'abord par les contraintes budgétaires, résultat de la fin de la guerre froide, et ensuite, depuis le 11/9, par l'utilisation croissante des ressources pour soutenir des interventions longues dans le cadre de la guerre au terrorisme, ce nouveau partenariat entre le public et le privé devait permettre une assignation budgétaire plus « rationnelle », en dégageant des fonds en vue de moderniser les forces armées. Comme dans d'autres terrains et sociétés, l'État agit en tant que garant du transfert de ressources vers le privé.

Le recours à des compagnies privées implique toute la panoplie des problèmes résultant des réformes néolibérales (réduction du nombre d'employés publics au profit du secteur privé, suppression d'emplois, flexibilisation du marché du travail, dénationalisation, décalage salarial entre le public et le privé, dont le transfert du personnel qui en résulte), ainsi que les problèmes intrinsèques à la relation État-marché : surfacturation de certains services, collusion d'intérêts avec l'administration étatique, conditions obscures d'attribution des contrats, politique de lobby, influence des logiques commerciales des fournisseurs industriels et de services sur les professionnels, etc. Les soupçons de conditions douteuses d'attribution des contrats à une filiale d'Halliburton en Irak – qui avait été présidée par le vice-président R. Cheney – en est l'exemple le plus connu. Cependant, l'externalisation implique plus qu'une modification de l'économie de la défense. Les pratiques d'externalisation et le recours aux compagnies ne peuvent être restreintes à l'affaiblissement des États, à une politique d'ajustement de l'économie et à la conséquente réduction des budgets, à une logique commerciale et à une idéologie libérale pour laquelle la privatisation serait moins coûteuse.

La dimension idéologique donnée par la relation État-marché est complémentaire d'une dimension stratégique où faire baisser le coût d'une intervention armée n'est qu'un élément. L'emploi des compagnies de sécurité par les États-Unis doit être considéré dans le cadre de l'expérimentation de nouvelles formes d'intervention et du développement de doctrines opérationnelles appropriées pour répondre aux caractéristiques des agents générateurs de la menace³⁴. Ainsi, elles constituent, pour l'administration Bush, un élément de réponse efficace au terrorisme.

Les compagnies ont un rôle dans l'institution de cette pratique expéditionnaire, fondée sur une action militaire à la fois globale dans sa signification et localisée dans son expression, sur laquelle repose l'hégémonie américaine en post-guerre froide. Progressivement, les sociétés militaires privées occupent une place grandissante dans l'architecture de sécurité nationale. Elles participent à la stratégie globale de sécurité américaine. Celle-ci repose sur la maîtrise des espaces situés au sud par des opérations de stabilisation impliquant une présence terrestre durable par le biais d'un redéploiement des forces. Ainsi, en Amérique Latine, les « *contratistas* » sont présents dans le cadre des programmes de collaboration, comme le « Plan Colombia », ou dans les diverses installations territoriales états-uniennes.

En Colombie a annoncé, dans les années 1990, l'importance sans précédent de l'« externalisation » de certaines fonctions de défense aux États-Unis, ce que l'Irak a mis en évidence. L'expérience colombienne aura permis de tester l'externalisation

³⁴ C'est la thèse développée par S. Makki pour le cas des États-Unis.

avant de la systématiser dans d'autres types de conflits³⁵, montrant que le choix du privé dépasse le clivage démocrate-républicain. Finalement, elles participent à l'architecture de sécurité états-unienne avec la propagation des représentations stratégiques transnationales et en établissant des liens interpersonnels indépendants des politiques d'État.

De façon générale, par le biais des compagnies privées, les étapes de contrôle administratif et les procédures bureaucratiques et institutionnelles sont supprimées, et l'adaptation à l'environnement international est rapide³⁶. Elles rendent possible l'optimisation de la flexibilité et des capacités de réaction et permettent d'éviter les contrôles législatifs ou la pression des opinions publiques en ce qui concerne l'envoi de troupes via le déploiement des forces ou l'augmentation des contingents sans déclaration. Comme le mercenariat traditionnel, ils partent à la place des troupes qu'il n'est pas correct d'envoyer.

Ensuite, et de façon très liée, les compagnies permettent d'éviter des responsabilités politiques. Premièrement, elles sont une pièce centrale dans le but de faire diminuer le chiffre officiel des morts au cours d'une opération militaire. Les compagnies exposent l'un des grands paradoxes des forces militaires dans les pays démocratiques : les commandants ont toujours l'exigence de ne pas provoquer de baisses. Deuxièmement, elles permettent de ne pas s'engager officiellement dans un conflit ou de développer des opérations indépendamment des positions officiellement assumées.

Profitant de l'ambiguïté juridique, sujettes à des restrictions et à des contrôles légaux moins importants, répondant à une éthique de la responsabilité et à une forme d'obéissance « différente » par rapport à l'État, les compagnies sont une pièce centrale pour des opérations clandestines, contraires au droit international ou de fort coût politique.

Tertiariser les opérations sensibles est une façon d'éviter les responsabilités et d'avoir plus de protection dans le cas d'un échec, en particulier dans des actions qui menacent l'image politique telles que les éliminations sélectives ou les interrogatoires des détenus. Ainsi, en Irak, Blackwater a aidé la CIA avec des tâches de logistique, d'entraînement et de vigilance dans le cadre d'un programme antiterroriste dont l'objectif est l'assassinat des principaux dirigeants d'Al Qaeda³⁷.

Les violations des droits de l'homme, mais aussi l'absence de contrôle et les vides juridiques ont été mis en question par des associations de défense des droits de l'homme, comme *Human Rights Watch*, et par des journalistes³⁸. En Irak, les entreprises ont été impliquées dans des mauvais traitements infligés aux prisonniers – le cas le plus connu est celui de la prison d'Abu Ghraib – et dans des bavures. En septembre 2007, les agents de Blackwater ont ouvert le feu de façon « préventive », provoquant le massacre de la place Nissor, à Bagdad. Si l'entreprise a quitté le pays, aucun responsable n'a été condamné. Par ailleurs, des employés de ces sociétés ont été mêlés à des affaires criminelles aussi bien en Colombie que dans les Balkans.

³⁵ Sur l'Amérique latine comme laboratoire des pratiques stratégiques nord-américaines, voir Manero E., « Reflexiones sobre el rol del narcotráfico en la proyección regional de los Estados Unidos » in *Las drogas, entre los daños y el fracaso de la prohibición. Nuevas perspectivas en el debate despenalización-legalización*, sous la direction de S. Inchaurrea, Universidad Nacional de Rosario, Rosario, 2003, p. 155-180.

³⁶ Cette description est tributaire des travaux de S. Makki sur les États-Unis.

³⁷ *Página 12*, 21/08/2009.

³⁸ C'est le cas du *New York Times* et du *Washington Post* aux États-Unis, ainsi que de *l'Independent* en Grande-Bretagne.

La relation entre le gouvernement étatsunien et les « privés », en particulier Blackwater, a été l'un des points les plus critiqués de l'administration Bush. Les critiques visent, certes, le comportement, mais bien plus encore les conditions d'attribution des contrats. Ainsi, la dénonciation des contrats et des programmes par l'administration Bush sans que le Congrès n'en ait connaissance est une constante depuis 2008. Les positions dénonçant les risques « politiques » de l'externalisation ont été faibles par rapport aux arguments économiques et stratégiques en faveur de la tertiarisation. Dans l'Amérique néoconservatrice, peu importe que, cédant la responsabilité opérationnelle des programmes de sécurité comme la CIA l'a fait avec Blackwater, l'État se délégitime, ou que la division de pouvoir soit méprisée du fait de contrats passés par les entreprises avec l'administration fédérale en marge du Congrès.

HÉRITIERS D'UNE TRADITION PLUTÔT QU'INNOVATEURS ABSOLUS

Dans le désordre global, les transformations au niveau stratégique ont été importantes. Pourtant, elles ne sont pas intelligibles sous l'approche de la rupture. Ces transformations s'inscrivent nécessairement dans une temporalité longue et dans une spatialité spécifique, données par le caractère des conflits dans la Périphérie pendant la guerre froide.

1. Les conflits de la post-guerre froide ont accentué une tendance déjà présente dans la guerre froide : la mise en valeur d'armées irrégulières et la remise en question du monopole de l'État dans l'usage de la force. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les conflits interétatiques se règlent de moins en moins à partir de l'utilisation des forces armées par les États nationaux. La légitimité de l'emploi de la force au niveau étatique est de plus en plus controversée, l'affrontement entre États au moyen d'armées nationales a presque disparu. Une guerre « idéologique » comme la deuxième guerre mondiale a restauré une modalité stratégique longtemps laissée de côté sur la scène européenne : l'action des guérillas, des partisans et des miliciens, c'est-à-dire des civils armés, hors du cadre des armées nationales. Les conflits de guerre froide étaient menés par des armées en rupture absolue avec les règles en vigueur dans les armées régulières, par des paramilitaires comme sous-produit d'un système d'État et par des guérillas développant un modèle de « guerre révolutionnaire » fondé sur des milices.

2. L'« externalisation » de certaines fonctions de défense via les *private military companies* constitue une nouveauté. Cependant, certaines caractéristiques font partie d'une tradition stratégique de déresponsabilisation du politique par tertiarisation. Comme le paramilitarisme ou le mercenariat traditionnel du cycle de la guerre froide, des acteurs « privés » – compagnies privées et milices – complètent des armées, permettent de contourner des contrôles institutionnels, et donc d'éviter les conséquences d'actions à la légitimité douteuse et d'échapper au droit international. Des Balkans à Irak en passant par la Colombie, les pratiques visant à contourner les législations ont été une constante du cycle ouvert en 1989. Un bon exemple est la relation des États-Unis avec le Tribunal pénal international. La post-guerre froide a élargi géographiquement l'origine du savoir-faire répressif « privatisé » ; sud-africains, israéliens partagent le marché avec croates ou ukrainiens. Un bon exemple est le complot en vue d'assassiner E. Morales en Bolivie

début 2009. Comme pendant la guerre froide, ce « paramilitarisme » participe à la diffusion des représentations stratégiques, de conceptions idéologiques et de la construction d'alliances officielles et non officielles par le biais des réseaux transnationaux informels. En relation avec la stratégie étatsunienne, l'externalisation a été présente principalement dans les périphéries – d'Afghanistan à l'Amérique centrale – dans le cadre des conflits de basse intensité. Elle s'est donnée notamment dans le domaine du renseignement et des opérations spéciales.

3. Le paradigme stratégique hégémonique en post guerre froide met l'accent sur la connaissance et l'anticipation³⁹, soulignant la fonction et le contrôle de l'information dans des « guerres de type nouveau ». Aux États-Unis, la réforme à l'intérieur des forces armées, dans le cadre de la « révolution dans les affaires militaires », et l'augmentation de l'importance des services de renseignement sont des revendications très ancrées chez les néoconservateurs. Elles ont été présentées publiquement dans le discours de G.W. Bush au West Point, et puis consolidées au niveau doctrinaire dans la *National Security Strategy*. Ce paradigme provoque, en général, des réactions chez les militaires, pour lesquels le savoir sans pouvoir n'a pas d'utilité. Pour eux, la « connaissance » ne peut pas remplacer l'action. Or, sur le plan tactique et opérationnel, les formes que prend le conflit ressemblent aux formes qu'il a prises dans le Tiers-Monde pendant la guerre froide, elles sont proches des conflits de faible intensité de la décennie des années quatre-vingt⁴⁰. Ceux-ci se caractérisent par des actions menées sur différents fronts combinant des moyens économiques, politiques, diplomatiques, psychologiques, humanitaires et militaires. La doctrine du conflit de faible intensité est apparue pendant l'administration Reagan. S'inscrivant dans l'objectif du refoulement du camp soviétique (*roll back*) sans l'intervention directe des États-Unis, les CFI ont eu pour cible tout type de mouvement contestataire de l'ordre social et de l'hégémonie américaine. C'est un type de conflit où la poursuite des objectifs politiques se réalise fondamentalement à partir de l'utilisation d'armées irrégulières comme moyen principal. Bien que sur le plan opérationnel, un CFI implique un niveau de violence inférieur à la guerre conventionnelle, l'expérience historique – surtout en Amérique Latine – démontre que les affrontements revêtent des formes très proches de la guerre totale.

4. En post-guerre froide, la « criminalisation » de la menace a fini par casser une conception de la défense et de la sécurité hégémonique pendant toute la modernité. Des organisations demandant un statut politique sont incluses dans cette catégorie, étant donné qu'elles se livrent à des trafics (stupéfiants, migrants illégaux) ou au crime (vols, racket, enlèvement). Bien que les acteurs politiques (guérillas, milices, mouvements de libération, groupes terroristes) et ceux de droit commun (criminalité organisée, mafias, cartels) opéraient, au-delà des possibles points de contact, dans des univers séparés, pendant la guerre froide, il y a toujours eu l'intention de confondre les « subversifs » et la pensée révolutionnaire avec le criminel. La recherche de la criminalisation de l'ennemi a été l'une des caractéristiques de la lutte antissubversive pendant la guerre froide. Ainsi en Amérique Latine, l'espace politique n'apparaissait pas radicalement différencié de la délinquance. L'existence de détenus nommés « politiques » en est une

³⁹ Dans le cas français, voir le *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale*, Odile Jacob, co-édition avec La Documentation française, 2008.

⁴⁰ M. Van Creveld fait référence à une évolution tendant vers une vision pré-westphalienne des conflits globaux de basse intensité, *op. cit.*

caractéristique de l'époque. La « criminalisation » de la menace implique une dissymétrie morale, l'État et le malfaiteur ne sont pas mis sur le même plan : le droit et le bien ne sont que d'un seul côté. Elle a aussi un côté « tactique », l'avantage de ne considérer le terroriste que comme un combattant illégal tient au fait que les traités internationaux ne s'appliquent plus. La criminalisation a eu un rôle dans la diabolisation de l'adversaire, un élément qui rendra les guerres totales au xx^e siècle.

5. La difficulté de ne pas pouvoir clairement localiser l'ennemi au-dedans constituerait alors une spécificité de la post guerre froide, en particulier du terrorisme. Tout conflit local concernerait toute la planète et il n'y aurait plus d'affaires intérieures et d'affaires internationales. Or, l'ennemi intérieur en général et la difficulté d'identification en particulier sont un élément central de la perception de la menace pendant la guerre froide. Ce cycle se caractérise plus par la nécessité d'affronter un adversaire dispersé et noyé dans la population que par la bataille « classique ». L'ère des réseaux existait déjà. De l'Algérie à l'Argentine, s'affranchir des règlements pour démanteler les réseaux se constitue dans un impératif tactique de la contre-insurrection⁴¹. Le terrorisme islamique en tant que menace et sa réponse militarisée ont approfondi une caractéristique déjà présente dans la guerre froide : le fait de constituer la planète comme un espace stratégique commun. Le théâtre des opérations est co-extensif au monde.

6. En post-guerre froide, les diverses formes que prennent les conflits violents effacent la distinction traditionnelle entre combattants et non-combattants, entre militaires et civils, entre le front et l'arrière. Le statut des victimes des conflits de la post guerre froide est un bon exemple de la décomposition de la guerre classique : celles-ci sont principalement des civils. Par l'extension des conflits à la société entière, les civils deviennent tout autant, sinon davantage, des cibles que les militaires. Ceci n'est pas une particularité des conflits qualifiés des « pré-modernes ». Paradoxalement, consécutive de la *Revolution in Military Affairs*, la guerre « postindustrielle » était présentée comme un essai de séparation absolue de l'espace militaire et de l'espace civil. La frappe chirurgicale en était l'exemple. Cela devait rendre la guerre « plus acceptable ». Ainsi, les guerres en Serbie, en Afghanistan et en Irak sont montrées comme une « avancée », étant donné qu'elles marqueraient la fin du cycle de la « guerre totale » commencé avec la Révolution française et les guerres napoléoniennes. Or, si cette inexistence de frontières résulte d'une logique propre aux conflits contemporains, elle porte en elle un déjà-vu. L'absence de toute démarcation entre la condition civile et la condition militaire est une particularité du cycle de « la guerre à but absolu », inexorablement lié à l'anéantissement de l'ennemi, théorisé comme but des opérations militaires par Clausewitz. Ceci est matérialisé par la non-existence d'une ligne de front claire, la participation à la violence indépendamment de l'enrôlement militaire, le désir des belligérants de toucher directement le moral des populations civiles, la détermination d'assujettir l'adversaire en terrorisant la population, le primat de la lutte militaire sur la lutte politique, l'inexistence d'effectifs réguliers et d'un code de conduite. L'absence de distinction entre civils et militaires était le résultat du fait qu'il devenait légitime de détruire les civils qui soutenaient l'effort de guerre. La recherche de l'effondrement des arrières de la société civile a transformé le conflit en guerre contre les civils. L'imposition d'un effort insupportable aux populations est devenue un objectif prioritaire. Les populations partagent avec les combattants l'effort de guerre pour des raisons très différentes.

⁴¹ Le film *La Bataille d'Alger* de G. Pontecorvo en est l'illustration.

CONCLUSION

En post-guerre froide, la notion de la guerre forgée à partir de la souveraineté « nationale » et « populaire » a été modifiée. Elle ne répond plus à la logique des collectifs d'identification qui se replient sur une identité « ethnique » exacerbée ou qui s'intègrent dans des projets supranationaux légitimés par des garants métasociaux, ni à la constitution d'une multiplicité d'organisations criminelles devenus acteurs stratégiques, moins encore à l'idée même des armées privées ou de garantir la sécurisation des voies et moyens de l'économie globale. Les transformations propres au désordre global, en affectant l'État-nation, touchent la conception clausewitzienne classique de la guerre structurée sur la trinité : gouvernement, armée, peuple⁴². Or, elles n'affectent pas l'équation politique-guerre. Le monde reste clausewitzien.

La consolidation d'une multiplicité d'acteurs à caractère plus ou moins privé agissant dans des conflits hétérogènes fait la singularité du cycle commencé en 1989. Dans ce cadre, les compagnies privées prestataires de services militaires constituent un cas paradigmatique puisque chez elles se syncretisent des aspects fondamentaux de la post guerre froide et du désordre global : l'idéologie de la pensée hégémonique – dérégulation, flexibilisation, dénationalisation, privatisation –, les transformations des conflits et les nouvelles formes d'intervention, le caractère de la menace, et le dispositif stratégique de « l'Hégémon ». Elles constituent une pièce de plus dans la tentative, de la part des États-Unis, de convertir leur puissance militaire en avantage stratégique. Nous ne sommes plus à l'époque où un ennemi absolu et reconnu comme tel demandait une armée homogène.

Les compagnies privées expriment, au niveau du système international, ce processus de transformation de la sécurité en une marchandise, vécu depuis les années 1980 à l'intérieur des sociétés nationales, et dont le résultat a été le phénomène assez universel de la privatisation de certaines fonctions régaliennes. Cependant, les présenter en opposition à l'État est une fausse option. C'est l'État le plus puissant de la terre qui a accordé à ces acteurs une place centrale dans son dispositif stratégique. Ces compagnies intègrent des dispositifs de défense formulés pour la poursuite d'intérêts qui restent perçus et définis comme « nationaux ».

En tant que sous-produit étatique, elles participent à la question stratégique centrale de la post guerre froide : la dispute pour le contrôle et la circulation des « flux » et des « stocks », aussi bien légaux (matières premières, marchandises, capitaux) qu'illégaux (drogues, contrebande, migrants, etc.).

L'interprétation technique de la résolution des conflits portée par les compagnies privées prestataires de services militaires n'est qu'idéologie. Elle s'inscrit dans la logique de la dépolitisation et de la désidéologisation propre au néolibéralisme, exprimée dans le remplacement du politicien et du militant par le technicien. Les *private military companies* sont porteuses d'une conception du savoir-faire militaire en tant que marchandise et d'une orientation « antipolitique » de la guerre au détriment d'une revendication bureaucratique « wébérienne » de la fonction guerrière et d'un engagement citoyen dans la défense. Participant à la mésestime de la politique, la logique de compagnies privées est un obstacle en soi à la résolution « négociée » des conflits.

⁴² Voir Von Clausewitz C., *De la guerre*, op. cit.

Approfondissement d'une logique déjà ouverte avec la professionnalisation des armées, – conséquence de la *Revolution in Military Affairs*, des transformations sociales et des enjeux stratégiques –, la guerre semble bien être redevenue une fonction hautement spécialisée. Le personnage du citoyen soldat cède encore la place au guerrier⁴³. L'activité guerrière ne se confond plus avec la vie commune du groupe. La guerre séparée du *Demos* prend la forme d'une activité professionnelle au service du souverain. Le rapport à la guerre des sociétés occidentales actuelles ne peut que pousser au développement des compagnies privées.

Les acteurs non étatiques participent aussi bien à la définition des menaces qu'à la configuration des réponses à ces menaces ou à la résolution des conflits. Or, la disparition de la conscience d'un ennemi absolu dans une partie considérable de la planète, ainsi que l'existence de menaces autres que la très ordinaire ambition de puissance, n'arrivent pas à déplacer l'État-nation et l'intérêt national de la question de la défense.

Des vrais « atavismes » au sens étymologique – l'État-nation et l'intérêt national existent depuis l'origine et le commencement du système international –, restent au centre de la scène stratégique et non seulement au niveau des grandes puissances. L'Amérique Latine en est un bon exemple.

L'arrivée au pouvoir d'une pluralité de mouvements⁴⁴ qui cherchent une réappropriation de la souveraineté nationale, exprimée aussi bien dans la récupération d'une souveraineté sur les richesses naturelles que dans la recherche d'un élargissement des marges d'autonomie par rapport aux centres de pouvoir, fondamentalement le Fonds monétaire international et les États-Unis via l'intégration politique du sous-continent, a conduit non seulement à remettre en question la logique du voisinage menaçant sous sa forme traditionnelle, mais aussi à relativiser les « nouvelles menaces » et à formuler des représentations stratégiques où la question nationale reste au centre.

La post guerre froide comporte des nouveautés ; nous sommes dans un temps différent. Or, on est loin de la notion de transformation totale, de sorte que le cours de l'Histoire, dans ce cas stratégique, recommence. La mutation avait été annoncée pendant la guerre froide dans les périphéries. La dimension « privée » des acteurs, des conflits et des menaces, bien qu'importante, n'est qu'une partie du scénario ouvert en 1989, et elle porte, par ailleurs, un certain aspect de déjà-vu.

Le regard sur d'autres aires culturelles nous aide aussi à comprendre que les catégories traditionnelles, civils-militaires, intérieur-extérieur, national-transnational, public-privé, sécurité-défense, ont commencé à se brouiller dans les Suds pendant la guerre froide. Paramilitaires, disparition des opposants, pratiques génocidaires, collusion entre organisations combattantes et délinquance commune ont été une constante de la périphérie pendant l'ordre bipolaire. L'extrême originalité donnée à la conjoncture ouverte en 1989 doit être mise en relation avec un regard ethnocentrique, dans un sens large. Sans référence au temps long, l'analyse est inadéquate. Paraphrasant

⁴³ La Cité grecque, avec la phalange des hoplites, a laissé la place, à l'époque hellénistique, aux armées de mercenaires recrutées pour conquérir des empires. Voir Vernant J. P., *Problèmes de la guerre en Grèce ancienne*, Éditions de l'EHESS, Paris, 1999.

⁴⁴ Il faut éviter la différenciation entre gouvernements « réformistes » et « révolutionnaires », pour se centrer sur les affinités entre les expériences de changement que vit l'Amérique du Sud.

Ricœur⁴⁵, nous pouvons dire que nous sommes toujours dans une situation relative d'héritiers d'une tradition plutôt que dans une situation d'innovateurs absolus.

RÉSUMÉS

ANGLAIS

The proliferation of private strategic actors and the importance of the outsourcing of certain defense and security functions have characterized the strategic cycle initiated in 1989. As shown by Clausewitz, the nature of war changes in each epoch. The "modern" idea of the State as sole interpreter and actor of war is out-of-date. What is new is less the greater independence of actors from the State, even if that is still an important point, than the loss of watertight boundaries between public and private. However, the conclusions about the extreme originality of the open strategic conjuncture in 1989 come in part from a relatively simple way of interpreting, strongly influenced by an ethnocentric outlook. Discourses about global threat and transnational strategic representations tend to overestimate the strategic homogeneity among countries. However, hegemonics and peripheral countries deal with the challenge of security in different ways, expressed in the differences concerning interests, dissuasive methods and the way threat is perceived. With the post-Cold War the gap in terms of security between the "North" and the "South(s)" has increased. In this context, the private dimension of threat and the emergence of private actors in conflict situations are only one side of the new scenario open with the end of the Cold War. Transformations at a strategic level related with the new linkage between civil/military, public/private, have been important. However it is impossible to understand them using the concept of rupture. It is essential to reposition these transformations in a specific long term time-scale and spatial context, indicated by the character of the conflicts in the peripherals in the course of a bipolar cycle. Seeing what has happened in other geographical-cultural zones helps us to understand that the way war was traditionally regarded began to *mix up/crumble* during the Cold War, showing that representations and strategic practices can function on the basis of a palimpsest.

ARABE

5 - ادجارو مانيرو ، من مفهوم الحرب في الزمن الخطي إلى النسبية الإستراتيجية - عنوان فرعي : النتيجة الطبيعية للنظرة المقارنة

ملخص: يعتبر كل من تعدد الأطراف ذات الطابع الخاص و أهمية إخراج بعض وظائف الدفاع والأمن من الدائرة الوطنية، مميزات للحلقة الإستراتيجية التي شرع فيها سنة 1989.

تغير الحرب مثلما سجلها كلوزويتر من طبيعتها في كل عصر. أما الفكرة "الحديثة" التي تكون الدولة حسبها المسير و المشارك الوحيد للحرب فقد وضعت جانبا. فالجديد في الأمر يتعلق باستقلال أطراف الصراع عن الدولة - و هي نقطة هامة - و أكثر من ذلك - بزعة الحد الفاصل بين العام والخاص في حين تعتبر النتائج حول مدى الطابع الجديد للتناسب الإستراتيجي الذي ظهر ابتداء من سنة 1989 نابعة جزئيا من تأويل مبسط متأثر كثيرا بنظرة المركزية العرقية .

تعتبر الخطابات حول التهديدات العامة والتصورات الإستراتيجية ما بين الأمم عن تجانس استراتيجي . في حين تواجه الدول المهيمنة والمجاورة تحديات أمنية مختلفة جدا ، يعتبر عنها بتنوعات متعلقة باهتمامات وإجراءات ردعية إضافة إلى طريقة إدراك التهديدات ، ومع نهاية الحرب الباردة بدأت تتسع الفجوة بين الشمال والجنوب في مجال الأمن ، في هذا الإطار لا يمثل " البعد الخاص للتهديدات وأطراف النزاع إلا جزءا من سيناريو مفتوح مع نهاية الحرب الباردة . إن التحولات التي حدثت على المستوى الإستراتيجي والمتعلقة بتنايات المدني - العسكري و العام بالخاص هامة جدا وكان من الصعب أحيانا فهمها تحت مقارنة مفهوم القطيعة ، ومن المهم إعادة وضع هذه التحولات في توقيت أطول ومساحة ذات خصوصية أكبر ، محددة بميزة الصراعات في المواقع المحيطة أثناء المرحلة التي اتسمت بتثنائية القطب . تساهم النظرة إلى فضاءات جغرافية - ثقافية في إفهامنا أن الأصناف التي كان ينطلق منها التفكير في الحروب قد دخلها تشويش في دول الجنوب خلال الحرب الباردة ، مما يبين أن التصورات والتطبيقات الإستراتيجية يمكن أن تفهم و كأنها مواضيع تعاد كتابتها على نفس الورقة و النسخة الجديدة تغطي سابقتها .

⁴⁵ Ricœur P., *Temps et Récit*, Seuil, Paris, 1985, III, p. 400.

BULGARE

Едгардо Манеро, От линераното възприятие за война към стратегическия релативизъм: Логическото следствие от сравнителния поглед

Резюме: Бързото умножаване на стратегическите актьори с частен характер и поставянето на акцент върху екстернализирането на някои функции на отбрана и сигурност са характеристики на стратегическия цикъл, започнал през 1989 г. Както е отбелязал Клаузевиц, войната променя природата си съобразно епохата. „Модерната“ идея, че държавата е единствен актьор и субект на война, е заскобена. Новостта се дължи не толкова на по-голямата независимост на актьорите в един конфликт по отношение на държавата – въпреки че това остава важен пункт – колкото на загубената непроницаемост на границите между публично и частно. Само че заключенията относно извънредната оригиналност на откритата се след 1989 г. стратегическа конюнктура отчасти произтичат от една доста опростена схема, силно повлияна от един етноцентричен поглед. Дискурсите относно глобалните заплахи и стратегическите транснационални представителства подчертават стратегическата хомогенност; обаче хегемоните и страните от периферията поставят твърде различни предизвикателства пред сигурността, които се изразяват в разминавания по отношение на интереси, средства за масово поразяване и схващания за това какво е заплаха. След края на Студената война пропадта между Севера и Юга в областта на сигурността се разраства. В тази рамка „частното“ измерение на заплахите и участниците в конфликти е само една страна от сценария, открит се с края на Студената война. Трансформациите на стратегическо ниво, свързани с биномите публично-частно и цивилно-военно, бяха важни. Но е невъзможно те да бъдат разбрани в рамките на подхода, центриран върху прекъсванията. Необходимо е тези трансформации да бъдат ре-ситуирани в една дълга темпоралност и в една специфична пространственост, демонстрирани от характера на конфликтите в Периферията по протежение на този биполярен цикъл. Погледът върху други културно-географски пространства ни помага да разберем, че категориите, в които войната традиционно се мисли, са започнали да се размиват (в страните от) Юга по време на Студената война. Това показва, че стратегическите представи и практики могат да функционират, имайки за основа един палимпсест.

CORÉEN

에드가르도 마네로, <선형적 시간의 전쟁 지각으로부터 전략적 상대주의로 : 비교적 시선의 논리적 결론>

사적인 성격을 띤 전략적 행위자들이 증가하고, 방어 및 안보의 몇몇 직무들을 외주하는 경우가 많아지고 있다는 사실은 1989년에 시작된 전략 주기의 특징이다. 클라우제비츠가 지적했듯이, 전쟁은 시대마다 그 본성을 달리한다. 전쟁에 대한 ‘근대’ 관념—전쟁의 유일한 해석자이자 행위자는 국가다—은 이제 한쪽으로 제쳐졌다. 국가와 관련하여 갈등의 행위자들이 더 큰 독립을 누리게 되었다는 것—물론 이것은 여전히 중요하긴 하다—이 새로운 것이 아니라, 공적인 것과 사적인 것의 경계가 약해지고 있다는 점이 새로운 것이다. 1989년에 열린 전략적 정세가 지닌 극도의 독창성에 대한 결론은 자민족 중심주의적 시선에 의해 단순화되고, 강하게 영향받은 해석 도식에서 나온 것이다. 전지구적인 위협과 관국민적인 전략적 표상들에 대한 담론은 전략적 동질성을 강조한다. 하지만 헤게모니를 쥔 국가와 주변부 국가는 안보에 대한 매우 상이한 도전들을 부각시킨다. 이 도전들은 이해관계의 불일치, 전쟁 억제 장치, 위협에 대한 지각 속에서 표현된다. 탈냉전과 더불어 안보 분야에서 북극과 남극의 틈은 벌어지고 있다. 이런 틈에서 위협과 갈등 행위자들의 ‘사적’ 차원은 냉전 종식에 맞춰 열린 시나리오의 일부분에 불과하다. 전략적 차원에서 민간인-군인 그리고 공적인 것-사적인 것의 이항이 변화를 겪고 있다는 것이 중요해졌다. 하지만 단절로 접근해서는 이 변화를 이해할 수 없다. 양극 주기 동안 주변부 나라들에서 일어나는 갈등의 특성에서 엿보이는 변화를 장기적인 시간성과 특정한 공간성 속에 재정위할 필요가 있다. 지리문화적으로 다른 공간들을 주시함으로써 우리는 전통적으로 전쟁을 사유할 때 출발했던 범주들이 냉전 기간 동안 남극에서 동요하기

시작했음을 이해할 수 있고, 또 전략적인 표상과 실천이 이전 것들을 지우고 다시 쓰는 것에 토대를 두고 기능할 수 있음을 보일 수 있다.

ESPAÑOL

La proliferación de actores estratégicos de carácter privado y la importancia de la externalización de algunas funciones de defensa y de seguridad son características del ciclo estratégico iniciado en 1989. Como lo puso en evidencia Clausewitz, la guerra cambia de naturaleza en cada época. La idea "moderna", según la cual el Estado es el único intérprete y protagonista de la guerra, está perimida. La novedad resulta menos de la mayor independencia de los protagonistas del conflicto con relación al Estado -aunque constituye un punto importante- que de la pérdida de estanqueidad de las fronteras entre lo público y lo privado. Ahora bien, las conclusiones sobre la extrema originalidad de la coyuntura estratégica abierta en 1989 son en parte resultantes de un esquema de interpretación simplificado, fuertemente influido por una mirada etnocéntrica. Los discursos sobre las amenazas globales y las representaciones estratégicas transnacionales destacan la homogeneidad estratégica; sin embargo, los países hegemónicos y los periféricos afrontan retos sobre la seguridad muy diferentes, expresados en divergencias en relación a intereses, dispositivos disuasivos y percepciones de las amenazas. En la post Guerra fría, la brecha entre el "Norte" y los "Sures" en el ámbito de la seguridad se amplía. En este marco, la dimensión privada de las amenazas y de los protagonistas de los conflictos no es más que una parte del escenario abierto con el fin de la Guerra fría. Las transformaciones a nivel estratégico vinculadas a los binomios civil-militar y público-privado han sido importantes. No obstante, no es posible interpretarlas bajo el enfoque de la ruptura. Es necesario resituar dichas transformaciones en una temporalidad larga y en una espacialidad específica, dadas por el carácter de los conflictos en las Periferias durante el ciclo bipolar. La mirada sobre otros espacios geográfico-culturales contribuye a hacernos comprender que las categorías, a partir de las cuales la guerra se había pensado tradicionalmente, comenzaron a derrumbarse en los Sures durante la Guerra fría, poniendo de manifiesto qué representaciones y prácticas estratégicas pueden funcionar sobre la base del palimpsesto.

PORTUGAIS

Da percepção da guerra em tempo linear ao relativismo estratégico. a consequencia lógica de um olhar comparativo

Resumo : A proliferação de atores estratégicos de caráter privado e a importância da externalização de certas funções de defesa e de segurança são as características do ciclo estratégico iniciado em 1989. Como notou Clausewitz, a guerra muda de natureza a cada época. A ideia « moderna » segundo a qual o Estado é o único intérprete e ator da guerra foi posta de lado. A novidade refere-se menos à maior independência dos atores do conflito em relação ao Estado - ainda que isto permaneça um ponto importante - do que à perda da infranqueabilidade das fronteiras entre o público e o privado. Ora, as conclusões sobre a extrema originalidade da conjuntura estratégica aberta em 1989 são em parte derivadas de um esquema de interpretação muito simplificado, fortemente influenciado por um olhar etnocêntrico. Os discursos sobre as ameaças globais e as representações estratégicas transnacionais sublinham a homogeneidade estratégica. No entanto, os países hegemônicos e os periféricos enfrentam desafios quanto à segurança muito diferentes, expressos nas divergências que concernem aos interesses, dispositivos dissuasivos e percepções das ameaças. Com o fim da Guerra fria, a brecha entre o Norte e os Sul(s) no domínio da segurança ampliou-se. Neste marco, a dimensão « privada » das ameaças e dos atores dos conflitos não é senão uma parte do cenário aberto com o fim da Guerra fria. As transformações ao nível estratégico, ligadas aos binômios civis-militares e público-privado, foram importantes. Contudo, não é possível compreendê-los desde a perspectiva da ruptura. É necessário ressituar essas transformações em uma temporalidade longa e uma espacialidade específica indicadas pelo caráter dos conflitos nas Periferias no decurso do ciclo bipolar. A consideração sobre outros espaços geográfico-culturais contribui para nos fazer compreender que as categorias a partir das quais a guerra foi tradicionalmente pensada começaram a se modificar nos Sul(s) durante a Guerra fria, mostrando que representações e práticas estratégicas podem funcionar sobre a base do palimpsesto.

ROUMAIN

De la percepția războiului în timp linear la relativism strategic (Consecința logică a unei abordări comparative)

Proliferarea actorilor strategici cu caracter privat și importanța externalizării anumitor funcții ale apărării și securității sunt caracteristici ale ciclului strategic inițiat în 1989. Așa cum nota Clausewitz, natura războiului se schimbă în fiecare epocă. Ideea modernă după care statul e unicul interpret și actor al războiului a fost lăsată deoparte. Noutatea ține mai puțin de cea mai mare independență a actorilor implicați în conflict în raport cu statul, chiar dacă aceasta rămâne un punct important, cât de pierderea etanșității frontierelor între public și privat. Concluziile privitoare la extrema originalitate a conjuncturii strategice apărută în 1989 provin însă parțial dintr-o schemă de interpretare destul de simplificată, puternic influențată de un punct de vedere etnocentric. Discursurile asupra amenințărilor globale și reprezentările strategice transnaționale subliniază omogenitatea strategică; cu toate acestea, țările hegemonice și periferice lansează provocări foarte diferite la adresa securității, exprimate în divergențe în ceea ce privește interesele, dispozitivele disuasive și percepțiile asupra amenințărilor. Odată cu perioada post-Războiul Rece, breșa între Nord și Sud(uri) în domeniul securității se lărgeste. În acest context, dimensiunea „privată” a amenințărilor și a actorilor conflictelor nu e decât o parte a scenariului apărut la sfârșitul Războiului Rece. Transformările la nivel strategic legate de binomii civili-militari și public-privat au fost importante. Totuși, nu e posibil să le înțelegem în logica rupturii. E necesar să resituăm aceste transformări într-o temporalitate lungă și o spațialitate specifică, indicate prin caracterul conflictelor în Periferii în cursul ciclului bipolar. Analiza unor alte spații geografico-culturale contribuie la înțelegerea faptului că aceste categorii, pornind de la care războiul fusese în mod tradițional gândit, au început să se amestece în Sud în timpul Războiului Rece, demonstrând că reprezentările și practicile strategice pot funcționa pe baza palimpsest-ului.

RUSSE

Эдгардо Манеро, От восприятия войны в линейном времени к стратегическому релятивизму, (ЛОГИЧЕСКОЕ ПОСЛЕДСТВИЕ СРАВНИТЕЛЬНОГО АНАЛИЗА)

Резюме: Распространение стратегических актеров частного характера и значимость выражения некоторых функций защиты и безопасности являются характеристиками стратегического цикла, начатого в 1989 году. Так как это отметил Клаузевиц, война меняет свою сущность в каждой эпохе. "Современная" идея, согласно которой государство - единственный исполнитель и актер войны, была отложена. Новая концепция дорожит меньше независимостью актеров конфликта по отношению к государству - даже если это остается значительным элементом, чем потерей герметичности границ между публичным и частным. Заключение относительно исключительной оригинальности стратегической конъюнктуры, открытой в 1989 году, частично происходит из схемы толкования, достаточно упрощенной, на которую сильно оказывают влияние этноцентристские взгляды. Речи о глобальных угрозах и транснациональных стратегических представительствах подчеркивают стратегическую однородность; между тем, гегемонистские и периферийные страны принимают разнообразные вызовы безопасности, выраженные в различиях относительно интересов, неточных положениях и взимании угроз. После Холодной войны, брешь между Севером и Югом в области безопасности расширяется. В этих рамках, понятие «частных» угроз и актеров конфликтов - только часть сценария, открытого с концом холодной войны. Превращения на стратегическом уровне, связанные с гражданско-военными и публично-частными двучленами были значительны. Все-таки, невозможно их понять под призмой разрыва. Необходимо расположить эти превращения в длинном времени и специфическом пространстве, определенными характером конфликтов на Периферии в течение биполярного цикла. Взгляд на другие географически-культурные пространства способствует нашему понятию категорий, благодаря которым традиционно думали о войне, и которые начали меняться на Юге во время Холодной войны, показывающей, что представительства и стратегическая практика могут функционировать на базе палимпсеста.

SERBE

„Od percepcije rata u linearnom vremenu, do strateškog relativizma (Logička posledica jednog komparativnog pogleda)“